

Mali/Politique

Le président qualifie "d'élucubrations" les spéculations sur un putsch

AFP
Bamako/Mali

Les lourdes pertes (38 morts) essuyées par l'armée la semaine dernière ont réveillé le spectre d'un coup d'Etat semblable à celui mené par des officiers en 2012.

LE président malien Ibrahim Boubacar Keïta a qualifié "d'élucubrations" les spéculations sur un putsch militaire à la suite d'un revers meurtrier infligé par les jihadistes à l'armée gouvernementale, selon des propos diffusés hier par ses services.

L'armée malienne a essuyé ses plus lourdes pertes depuis des années des mains des jihadistes dans deux attaques lundi et mardi derniers à Boulkessy et Mondoro, dans le centre du pays en guerre, près de la frontière du Burkina Faso.

Trente-huit soldats ont été tués, selon un bilan gouvernemental largement soupçonné d'être en deçà de la réalité. Ces attaques et l'impuissance imputée au pouvoir central à faire face à la dégradation continue de la situation ont réveillé le spectre d'un coup d'Etat semblable à celui mené par des officiers en 2012.

Le président malien a assuré samedi que "toutes les conséquences" seraient tirées de ces événements.

Mais, a-t-il ajouté devant des responsables politiques, le Mali, "plus que jamais, a besoin de solidarité, a besoin de se resserrer, n'a pas besoin



Le président Ibrahim Boubakar Keïta : « Aucun putsch militaire ne prévaudra au Mali, qu'on se le dise. »

d'élucubrations des nostalgiques du putsch".

"Aucun putsch militaire ne prévaudra au Mali, qu'on se le dise. Et je crois que cela n'est pas du tout à l'ordre du jour et ne saurait nous inquiéter", a-t-il dit selon l'enregistrement de ses propos diffusé par la présidence.

La bataille de Boulkessy est une nouvelle illustration de la dégradation continue de la situation dans ce pays en proie depuis 2012 à des insurrections indépendantistes, salafistes et jihadistes et à des violences interethniques meurtrières. Elle a provoqué la colère des familles des soldats, qui ont accusé le pouvoir de cacher la vérité et de ne pas donner à l'armée les moyens de se

défendre. Le chef de l'Etat malien a dit "comprendre l'émotion" suscitée chez "les jeunes militaires", mais, a-t-il promis, "nous en tirerons toutes les conséquences".

En mars, une attaque jihadiste dans laquelle une trentaine de soldats avaient été tués, suivie une semaine après par le massacre de 160 villageois peuls au cours de violences intercommunautaires, avait débouché sur le limogeage des principaux chefs d'état-major. Le gouvernement avait démissionné en avril sous la pression de manifestations contre l'impuissance de l'Etat.

Samedi, le président s'est contenté de demander au gouvernement "d'être vigi-

lant, d'anticiper".

"MOYENS LIMITES" • Il a espéré que les missions onusienne, africaine et française face aux jihadistes porteraient leurs fruits. Mais il a aussi tenu des propos aux sombres perspectives.

"Nous sommes en guerre. Ça veut dire que ce qui s'est passé à Boulkessy pourrait malheureusement survenir encore", a-t-il dit. Par ailleurs, Boulkessy "était l'un de nos points les mieux protégés" et avait été renforcé.

Cela n'aurait pas empêché les jihadistes d'y saisir d'importantes quantités d'armes et d'équipements.

Lui-même a annulé un déplacement en Suisse et en France "en raison de la volatilité des choses" et parce qu'il pensait que sa pré-

sence était "moralement de mise, même si elle est de peu d'effet".

Et face aux agissements des jihadistes, pour lesquels infliger "la mort est devenue l'objectif", "nos moyens deviennent limités", a-t-il reconnu.

Les solutions sécuritaire et politique à la détérioration de la situation paraissent pour l'heure introuvables.

En 2012, l'incapacité attribuée au pouvoir à défendre le pays face aux insurrections émergentes dans le Nord avait donné lieu à un coup d'Etat conduit par des officiers. Le renversement du gouvernement avait précipité la plongée du Mali dans la crise toujours en cours.

Le nord du Mali était alors tombé sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, à la faveur de la déroute de l'armée face à la rébellion de dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Les jihadistes ont été en grande partie chassés ou dispersés à la suite du déclenchement en janvier 2013 d'une opération militaire à l'initiative de la France.

Mais les violences jihadistes persistent et se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts.

Photo : D.R./L'Union

France/Tuerie de la préfecture de Paris

Le ministre de l'Intérieur reconnaît des "failles" mais exclut de démissionner

AFP
Paris/France

LE ministre français de l'Intérieur a admis hier que la tuerie perpétrée au cœur de la préfecture de police de Paris par l'un de ses employés a mis en évidence des "failles" dans le suivi de l'assaillant, proche de l'islam radical, mais a exclu de présenter sa démission, réclamée à droite et à l'extrême droite.

"Evidemment, il y a eu des failles (...). Evidemment, il y a eu du dysfonctionnement", a estimé Christophe Castaner sur la chaîne TF1 trois jours après l'assassinat de quatre policiers par cet informaticien de 45 ans, en poste dans une unité de renseignement de la préfecture.

Le ministre a notamment déploré qu'aucun "signalement" ne soit remonté aux

autorités de la préfecture après que Mickaël Harpon ait justifié dès juillet 2015 devant des collègues la sanglante attaque jihadiste survenue quelques mois plus tôt contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo.

Selon M. Castaner, un policier en charge de la radicalisation avait alors rencontré les collègues de M. Harpon et leur avait demandé "expressément s'ils voulaient faire un signalement administratif". "Ils auraient décidé de ne pas faire de signalement", a affirmé le ministre de l'Intérieur, estimant que "le dysfonctionnement se fait à ce moment-là".

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez, a déclaré pour sa part sur la chaîne BFM TV ne pas avoir connaissance "à ce stade" de l'existence d'une cellule autour de Mickaël Harpon.

"L'enquête va se poursuivre pour déterminer l'ensemble



Pour le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, pas question de démissionner, bien que la tuerie de la préfecture de police de Paris ait révélé des dysfonctionnements.

de ses contacts mais à ce stade, ce que je peux vous dire au vu des informations qui sont les miennes et en se référant à ce qu'a dit le procureur national antiterroriste, on ne peut parler de l'existence d'une cellule", a dit le secrétaire d'Etat.

"Nous ne savons pas les informations auxquelles il

a eu accès. Pour l'instant nous n'avons pas de raison de penser qu'il a pu transmettre des informations (...). Il faut qu'on y voit clair le plus vite possible là-dessus", a assuré le secrétaire d'Etat. Critiqué pour avoir affirmé jeudi, quelques heures après l'attaque, que l'assaillant n'avait "jamais présenté

de difficultés comportementales" ni le "moindre signe d'alerte", Christophe Castaner a tenté de se justifier hier.

"Je suis affirmatif dans le fait qu'aucun signe n'était apparu dans le dossier administratif de l'individu qui laisse penser qu'il puisse être radicalisé. Je vous le redis et je le dis hélas car si un signe était apparu peut-être aurions-nous pu éviter cela", a déclaré le ministre, dénonçant le "procès politique" instruit par ceux qui réclament sa démission ou dénoncent son incompetence.

"La question (de la démission) se pose-t-elle ? Non", a ainsi affirmé M. Castaner. Christophe Castaner a déjà reçu le soutien du Premier ministre. Edouard Philippe a dit avoir "toute confiance" en son ministre, qui a été critiqué à plusieurs reprises depuis son arrivée à ce poste à l'automne 2018.

Photo : AFP

L'Afrique en bref

• **Ile Maurice/Politique. Législatives le 7 novembre**

Les élections législatives à l'île Maurice ont été fixées au 7 novembre, a annoncé dans une déclaration à la radio nationale hier le Premier ministre Pravind Kumar Jugnauth, qui a par la même occasion demandé au président de l'Assemblée de dissoudre cette dernière.

• **RDCongo/Accident. Deux religieuses tuées dans la chute d'un pylône d'Orange**

Deux religieuses originaires du Burundi ont été tuées dans l'effondrement d'un pylône exploité par Orange à Uvira, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris hier auprès de l'opérateur français de téléphonie mobile.

• **Rwanda/Troubles. Dix-neuf "terroristes" tués près de la frontière congolaise**

Les forces de sécurité rwandaises ont tué 19 "terroristes", auteurs d'une attaque meurtrière menée dans la nuit de vendredi à samedi dans une région du nord du pays proche des frontières congolaise et ougandaise, a annoncé hier la police rwandaise.

• **Tunisie/Législatives. Le nouveau Parlement s'annonce hétéroclite**

Les Tunisiens ont voté hier sans grand entrain pour élire un Parlement qui s'annonce éclaté en une multitude de formations la plupart novices, augurant de négociations houleuses pour former un gouvernement.

A travers le monde

• **Corée du Nord/Nucléaire. Pyongyang : pas de négociations si Washington maintient sa politique**

La Corée du Nord a lancé hier une nouvelle charge contre Washington, l'accusant de mener une "politique hostile", et a rejeté tout dialogue sur le nucléaire tant que les Etats-Unis ne changeraient pas d'"attitude", au lendemain de discussions sans résultats à Stockholm.

• **Ukraine/Politique. Des milliers de manifestants contre la "capitulation"**

Des milliers de manifestants se sont réunis hier dans le centre de Kiev pour protester contre une autonomie accrue des territoires séparatistes pro-russes, qui pourrait être accordée dans le cadre des efforts de paix prônés par le président Volodymyr Zelensky.